

Manifeste de Bâle pour une économie éclairée

Un groupe de théologiens et de chercheurs dans les domaines de la finance, de l'économie, de la religion, de la culture et des médias a travaillé pendant deux ans (2010-2011), à l'Université de Bâle, dans le cadre du Zentrum für Religion Wirtschaft und Politik, Centre interuniversitaire Religion, Économie et Politique. Au cœur du projet commun de recherche figurait la question de savoir si des idées, théories et idéologies religieuses ou quasi religieuses déterminent aussi et surtout l'économie d'aujourd'hui et, notamment, l'économie financière. Les résultats de ces travaux de recherche interdisciplinaire seront présentés dans un recueil intitulé Risiko – Vertrauen – Schuld (Risque – Confiance – Dette) qui doit paraître en 2012. Le manifeste de Bâle pour une économie éclairée ici présenté tente de résumer les considérations des chercheurs sous une forme condensée et allant à l'essentiel.

Marc Chesney

Paul Dembinski

Jochen Hörisch

Birger P. Priddat

Peter Seele

Christoph Weber-Berg

I

L'économie de marché des États occidentaux peut se targuer d'un succès impressionnant dans le passé. Nonobstant toutes les critiques compréhensibles (concernant, par exemple, les dégâts écologiques collatéraux et l'inégalité sociale), une chose est sûre : il y a eu, dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, une prospérité de masse inconnue jusque-là, un rééquilibrage social, des possibilités de formation et d'émancipation pour beaucoup, des monnaies relativement stables et une coopération pacifique entre les états occidentaux.

Mais ces dernières années, les symptômes de crise et les scénarios menaçants au niveau de l'économie mondiale se sont accumulés. Il suffit d'évoquer quelques mots clés comme le krach boursier de la New Economy, l'effondrement du secteur financier international évité de justesse en 2008, les crises actuelles de la dette des États, les manifestations du mouvement « Occupy Wallstreet », mais aussi les révoltes sans programme et sans objectif des jeunes dans les banlieues françaises ou les événements proches de la guerre civile à Londres pour illustrer les dangers qui menacent la prospérité et la paix ou ceux qui se sont déjà concrétisés.

Les auteurs du présent manifeste sont convaincus des avantages d'une économie de marché libre et sociale, et pas seulement depuis l'effondrement des économies planifiées des États socialistes en 1989. C'est justement pour cette raison qu'ils critiquent les élévations du marché à un rang quasi religieux tout comme les entretiennent, telles un culte, la doctrine néolibérale et la politique économique qui s'en réclame. En effet, la croyance en l'efficacité illimitée du marché et au marché parfait s'oppose aux possibilités d'exercer une influence

raisonnable sur les mouvements du marché. Un exemple des effets bien réels résultant des fausses doctrines économiques nous est donné avec la théorie, consacrée par plusieurs prix Nobel, de l'efficacité et de la transparence particulières des marchés financiers : elle s'est clairement révélée comme tout bonnement erronée ; une idéologie de la finance fondée sur la croyance dans les marchés qui revient cher à d'innombrables personnes.

Nous sommes passés d'une société disposant d'une économie de marché à une société de la finance vouée à l'adoration d'une idole: le marché autorégulateur. L'économie de marché implique de faire confiance à la productivité qui résulte de la liberté contractuelle, des possibilités d'action et des comportements responsables, mais ne signifie justement pas croire, d'une manière fondamentaliste, que la « main invisible » du marché régit tout magnifiquement, avec une sagesse d'essence divine, parce qu'elle veille aux équilibres.

Les théories économiques veulent nous habituer à croire que le marché impose des exigences prétendant à la validité absolue. « Le marché exige », par exemple, la dérégulation, le paiement de bonus aux managers qui ont échoué, des accords maintenant les salaires à un faible niveau ou la privatisation de la formation et de la sécurité : de telles formules sont le signe que « le marché » est érigé en une émanation d'essence divine et que les hommes doivent se soumettre à sa raison supérieure, ce qui est en contradiction avec l'idée de liberté, laquelle justifie de façon déterminante l'économie de marché.

Économie de marché signifie pouvoir prendre des décisions de façon autonome et responsable. En ce sens, la présente déclaration plaide pour une économie (financière) éclairée, à la hauteur de l'approche théologico-religieuse éclairée et mettant en lumière le danger de croire en la « main invisible ».

II

Dans les dernières décennies, le secteur de la finance s'est de plus en plus éloigné de l'économie réelle, ce qui signifie tout simplement qu'il existe un nombre incalculable de valeurs financières qui ne reposent pas sur des réalités économiques (titres des bad banks, produits dérivés, junk bonds, obligations d'État grecques, promesses de rente, créances de prêts subprime etc.). Avec la suprématie d'un secteur financier en partie délirant sur l'économie réelle, nous sommes confrontés à un phénomène nouveau. Certains ménages, entreprises et pouvoirs publics sont devenus tributaires des contraintes des marchés financiers transnationaux, ce qui, pour l'État, signifie une perte de souveraineté. Il est menacé d'auto-expropriation par son endettement croissant dû, notamment, à la prise en charge des dettes excessives des banques. Cette politique de l'endettement repose entièrement sur la croyance en une croissance progressive, qui est justement menacée par les crises du secteur financier. L'État, en tant que « lender of last resort », doit sauver des banques surendettées, tout en devant constater qu'il est lui-même surendetté. Mais qui sauve le sauveur ?

La politique est prise dans un dilemme : sa capacité d'action dépend de plus en plus de la capacité de l'État à s'endetter, laquelle est à son tour limitée par les marchés financiers globaux. Les hommes politiques ne peuvent plus assumer entièrement leur mandat démocratique. La crise financière nous contraint à redéfinir également la politique. 40 ans après l'effondrement de Bretton Woods, nous avons besoin d'inventer de nouvelles formes globales de coordination politique qui empêchent l'économie financière de contourner les moyens de contrôles raisonnables existants en se réfugiant dans d'autres pays. C'est

seulement ainsi qu'on pourra éviter que les profits spéculatifs continuent d'être privés, tandis que les pertes sont socialisées.

Le crédit (une notion religieuse comme débiteur et créancier, salut et messe, serment du débiteur insolvable et « main invisible ») repose sur la confiance et les marchés financiers ont fondamentalement besoin d'une culture de la confiance pour être utiles à la société. Toutefois, de nombreux acteurs du marché financier gagnent de l'argent grâce à une stratégie de défiance (ventes à découvert ou paris sur les faillites et les crises) et détruisent ainsi une culture fondée sur les relations réciproques de confiance.

L'acteur du marché qui abuse systématiquement de la confiance qu'on lui accorde, même en restant dans les limites de la légalité, représente un danger pour les marchés dont l'activité est productive. Tout ce qui est légal n'est pas légitime pour autant. Nous avons besoin d'une nouvelle légitimité des marchés, avec des règles transparentes et contrôlables ; les actions et omissions de la « main invisible » (comme celles des pouvoirs publics !) ne peuvent et ne doivent pas être surestimées par crédulité mais doivent faire l'objet d'un débat éclairé et être négociées. Le marché libre (comme le système juridique) dépend de conditions premières qu'il ne peut garantir lui-même. C'est justement pour cela qu'il nous faut réaliser que nous pouvons négocier ou façonner les choses (impôts, retraites, règles concernant le marché financier, paiements de bonus etc.) d'une manière ou bien d'une autre.

La sphère financière est trop importante et trop puissante pour être abandonnée exclusivement aux experts financiers élevés au rang de grands prêtres. Il faut aussi repenser la fonction du développement des théories scientifiques en matière d'économie et de finance, qui a souvent des répercussions hautement problématiques sur le comportement des acteurs économiques. La dérégulation des dernières décennies a accru la complexité des domaines économique et financier et a renforcé les déséquilibres. Les marchés financiers ne sont plus, aujourd'hui, en mesure de garantir une répartition efficace des capitaux et des risques. Au contraire, ils créent des risques systémiques supplémentaires.

III

Ces considérations, rapportées brièvement ici, conduisent aux recommandations concrètes suivantes :

1. *La taille des banques et leur supervision* : les banques devraient être subdivisées en banques d'investissement et en banques d'affaires, d'après les règles qui ont fait leurs preuves dans le passé¹. La taille des banques devrait être limitée pour contourner le problème du « too big to fail » ne signifiant rien de moins qu'une assurance gratuite à la charge de tous pour les gains à risque et dont seul un petit nombre profite.
2. *Autorisation des produits financiers* : les produits financiers devraient être certifiés, comme c'est le cas pour les produits pharmaceutiques et alimentaires, par exemple. En ce qui concerne les risques pour la santé ou dans le domaine technique, nous prenons de grandes précautions, mais pas dans le domaine

¹ Nous faisons référence notamment au *Glass Steagall Act* (1933), qui a été abrogé en 1999.

économique et financier. Les produits dérivés sont utiles en tant qu'assurances, mais dangereux en tant que paris sur des faillites. C'est pourquoi ils devraient être interdits sous cette forme (par ex. les naked CDS²).

3. *Régulation du marché* : les transactions OTC³ devraient être interdites. Elles présentent des risques inacceptables. Ne devraient être autorisées que les transactions sur les marchés organisés et transparents. Le marché gris OTC est responsable des pires excès et crises.
4. *Limitation de la volatilité* : pour réduire la volatilité et le volume des transactions purement financières, il conviendrait d'introduire une taxe sur les transactions financières⁴ : une taxe au taux de 0,1 % est très faible et pourtant suffisamment élevée pour diminuer le nombre des transactions risquées et improductives (noter la différence : les transactions réelles classiques sont, au sein de l'UE, frappées d'une TVA allant jusqu'à 25 %). C'est surtout le trading haute fréquence⁵ qui serait ainsi restreint.
5. *Les structures incitatives et leur imposition* : il faut limiter les bonus et les compléter par des malus afin de promouvoir les modèles économiques responsables. Les bonus devraient être payés surtout pour rétribuer le succès des activités de contrôle et de gestion des risques. Il faut réviser le système fiscal de façon transparente et efficace.
6. *Réduction de la dette* : il faut réduire au plus vite les montagnes de dettes globales (privées et publiques) : 1. par une remise de dette coordonnée à un niveau global (ceux qui spéculent obtiendront moins de capitaux) et 2. par les revenus d'une taxe sur les transactions financières (cf. point 4). Cela permettra d'éviter que ce processus d'endettement ne se développe d'une façon anarchique et ne débouche sur de grandes crises sociales. Exemple : les revenus que perçoit l'État sur le trading haute fréquence servent à réduire sa dette.
7. *Conflit d'intérêts* : les régulations existantes (Bâle II, III) ont accordé trop d'importance et de pouvoir aux agences de notation. De plus, par leur mode de financement, elles sont en proie à un conflit d'intérêts fondamental. Il y a urgence à se doter de nouvelles règles institutionnelles.
8. *Formation* : l'ensemble des mesures proposées n'a de sens que si nous formons différemment les futures élites politico-économiques. Il faut modifier la formation économique dans un esprit favorisant un plus grand sens des responsabilités.

La formule religieuse « man muss dran glauben » (en allemand, littéralement : « il faut y croire ») a un deuxième sens (sens figuré : « on est obligé d'y passer ») qui fait grincer des dents. De là à penser que nous y resterons si nous continuons à prêter foi à de fausses théories économiques de base, telles que celle de la main invisible ou de l'homo oeconomicus, il n'y a qu'un pas. Les théories économiques (comme les théories théologiques !) font partie de

² CDS: Credit-Default-Swap (couverture de défaillance): contrat permettant de se protéger contre le risque d'insolvabilité d'un cocontractant. *Naked* signifie qu'il ne repose pas sur des fonds garantissant cette assurance.

³ OTC: Over-the-counter: transactions de gré à gré non réglementées et non transparentes.

⁴ Une taxe dissuasive, généralement sur le modèle de Tobin.

⁵ Il s'agit d'énormes transactions financières, qui sont exécutées par de puissants ordinateurs en quelques nanosecondes (appelé aussi algo- ou nanotrading).

celles qui déclenchent des effets fortement rétroactifs sur les situations décrites. De même qu'une théologie éclairée ou la science de la religion modifient les croyances des hommes, une analyse éclairée des suppositions « quasi religieuses » de la théorie économique peut conduire à de nouvelles formes plus productives et plus écologiques de l'activité économique.

Bâle, le 4 novembre 2011

Le Forschungskolleg, collège de recherche, du ZRWP - Zentrum für Religion, Wirtschaft und Politik (Collegium Helveticum-Bâle) contribue par ses travaux à la recherche trans- et interdisciplinaire. Sis à Bâle, le collège est une entité commune du ZRWP et du Collegium Helveticum. Il est dirigé par un conseil du ZRWP. Ce conseil est présidé par le professeur Dr Georg Pfeleiderer. Le troisième groupe de chercheurs du ZRWP est dénommé « Religion et Économie ». La relation entre les sphères sociales religion et économie, telle est l'hypothèse de base du programme de recherche Risque – Confiance – Dette.

Appartiennent au groupe de recherche « Religion et Économie » :

*Prof. Dr Marc Chesney
Professeur en finance quantitative
Université de Zurich, Institut für Banking und Finance*

*Prof. Dr Paul Dembinski
Professeur en sciences économiques
Université de Fribourg, Observatoire de la Finance*

*Prof. Dr Jochen Hörisch
Professeur en littérature allemande moderne et en analyse des médias
Université de Mannheim, Seminar für Deutsche Philologie*

*Prof. Dr Birger P. Priddat
Professeur en économie politique
Université de Witten/Herdecke, Wirtschaftsfakultät*

*Prof. Dr Peter Seele (animation)
Professeur assistant en éthique économique, Université de la Suisse italienne, Lugano,
Chargé de cours en religion, économie et politique au ZRWP, Université de Bâle*

*Dr Christoph Weber-Berg
Maître de conférence en éthique économique et directeur du Center for Corporate Social
Responsibility à l'Université HWZ (Hochschule für Wirtschaft Zürich)*